

## **Processus de patrimonialisation des lieux de mémoire « harkis ». Entre histoire, mémoires et citoyenneté**

**Abderahmen MOUMEN**

### ***Résumé***

Les acteurs de la guerre d'Algérie, avec les accélérations de mémoire contemporaines, s'insèrent aujourd'hui pleinement dans le paysage de la mémoire collective et s'inscrivent dans une démarche patrimoniale. Ainsi appelés, pieds-noirs, anciens membres de l'OAS, Algériens et harkis s'évertuent à formaliser leurs lieux de mémoire. Pour ces derniers, le processus de patrimonialisation est lié à l'évolution des revendications des porte-parole de ce groupe social au sein du mouvement associatif. A partir des années 1980 et surtout 1990, d'un combat orienté essentiellement vers des revendications d'ordre matériel, les associations axent désormais leurs efforts vers l'obtention d'une reconnaissance d'une histoire, à travers les lieux de mémoire. S'effectue ainsi une réappropriation des premiers espaces d'accueil des familles d'anciens harkis, dont en premier lieu les camps de transit et/ou cités d'accueil comme Bourg-Lastic, Le Larzac, Rivesaltes, Saint-Maurice l'Ardoise et Bias. Des stèles ou plaques sont inaugurées dans ces lieux qui deviennent l'objet de « pèlerinages de mémoire ». Une précision est tout de même à relever pour ces migrants politiques, différenciant les lieux de mémoire pieds-noirs et harkis, non pas dans le souvenir du drame de la transplantation et de l'arrachement à la terre natale, mais dans les conditions de leur venue en France. Fruit d'une demande sociale, deux initiatives de patrimonialisation attirent notre attention par leur particularité et leur importance : la Maison d'histoire et de mémoire d'Ongles (MHEMO), dans un des premiers hameaux de forestage du sud-est de la France, et le Musée-mémorial du camp de Rivesaltes (MMCR), camp le plus imposant par le nombre de réfugiés y ayant transité. Ces deux lieux symboliques vont au-delà du lieu de mémoire, par la démarche historique et pédagogique qui accompagnent les projets attendants, dépassant ainsi la seule fonction de commémorer ou de rendre hommage, incluant la participation d'acteurs institutionnels (Municipalité, Conseil général, Conseil régional...) et insistant sur cet usage patrimonial, vecteur d'une histoire collective, partagée et citoyenne.

### ***Abstract***

Through the enhancement of contemporary memory, the protagonists of the Algerian War are today fully integrated into the landscape of the collective memory and fall within a process of heritage classification. Therefore, *pieds-noirs*, former members of the French Secret Army Organisation (OAS), Algerians and Harkis strive to make their sites of memory official. For them, the process of gaining heritage status is linked to the development of claims by the spokespersons of this social group within the association movement. From the 1980s and above all the 1990s, the associations moved on from a struggle essentially targeting material claims, to focussing their efforts on obtaining recognition of a history through sites of memory. The first sites where families of former Harkis were welcomed were therefore re-appropriated, including firstly transit camps and/or host districts such as Bourg-Lastic, Le Larzac, Rivesaltes, Saint-Maurice l'Ardoise and Bias. Steles and plaques were inaugurated on these sites and became the object of "memory pilgrimages". It should nonetheless be underlined that for these political migrants, the sites of memory of *pieds-*

*noirs* and Harkis are differentiated not through the memory of the trauma of transplantation and being ripped away from the motherland, but through the conditions experienced on coming to France. Stemming from a social demand, two initiatives for heritage enhancement attract our attention through their particular features and scale: the museums *Maison d'histoire et de mémoire d'Ongles* (MHEMO), in one of the first forestry hamlets in south-east France, and *Musée-mémorial du camp de Rivesaltes* (MMCR), an imposing transit camp due to the number of refugees it sheltered. These two symbolic sites go beyond the notion of sites of memory through the historical and educational approach adopted by the projects which therefore exceed the function of commemorating and paying homage, including the participation of institutional stakeholders (local authorities, General Council, Regional Council etc.) and underlining that this heritage as a vector of a collective history shared by citizens.